

Les Tunisiens votent vraiment sans enthousiasme aux municipales

Les Tunisiens ont voté sans enthousiasme dimanche pour les premières élections municipales depuis la révolution de 2011, un scrutin pourtant jugé crucial pour enraciner au niveau local le processus démocratique dans l'unique pays rescapé du Printemps arabe.

A midi, soit quatre heures après l'ouverture des bureaux, le taux de participation était de 13,6 %, selon l'instance en charge des élections (Isie).

Dans un bureau du centre de Tunis, où les électeurs arrivaient au compte-gouttes, l'enthousiasme est effectivement apparu moindre qu'en 2011, et la foule moins nombreuse que lors des législatives et présidentielle de 2014.

Voter est *"un droit mais aussi un devoir"*, a pour sa part affirmé à l'AFP, Ridha Kouki, 58 ans. *"Même si on n'a pas beaucoup d'espoir, et si les projets sont vides, je viens quand même accomplir mon devoir"*, a-t-il ajouté.

A Sfax, la deuxième ville du pays, une quadragénaire a indiqué que nombre de ses amies n'étaient pas venues voter. *"J'ai tenu bon, et insisté pour que mes enfants aillent voter aussi... mais je n'attends rien de ces élections, je fais mon devoir et c'est tout."*

Les jeunes étaient particulièrement peu nombreux à voter à travers le pays.

Les résultats ne sont attendus qu'au cours des prochains jours, mais une forte abstention, même largement pressentie, constituerait un revers pour la classe politique, qui avait appelé à la mobilisation.

La démocratie "s'exerce"

Avant de voter, le président Béji Caïd Essebsi, 91 ans, a lui-même exhorté les Tunisiens à exercer leur droit constitutionnel et leur "devoir national", soulignant que *"la démocratie ne s'impose pas, elle s'exerce"*. *"Il faut voter massivement"*, a également clamé le Premier ministre Youssef Chahed.

Sept ans après la révolution, qui avait suscité de nombreux espoirs, beaucoup de Tunisiens se disent démobilisés en raison d'une inflation désormais proche de 8 %, d'un chômage toujours aussi élevé mais aussi des "arrangements" présumés entre partis dominants. (AFP)